

Commémorer une naissance, valoriser un service d'archives ?

Les 40 ans de l'université de Nanterre

Anne Rohfritsch

Citer ce document / Cite this document :

Rohfritsch Anne. Commémorer une naissance, valoriser un service d'archives ? Les 40 ans de l'université de Nanterre. In: La Gazette des archives, n°231, 2013. Les archives des établissements d'enseignement supérieur et de recherche. pp. 243-255;

http://www.persee.fr/doc/gazar_0016-5522_2013_num_231_3_5067

Document généré le 15/03/2017

Commémorer une naissance, valoriser un service d'archives ? Les 40 ans de l'université de Nanterre

Anne ROHFRITSCH

Introduction

Jeune université de banlieue, implantée sur trois sites (Nanterre, Saint-Cloud, Ville-d'Avray), l'université de Paris X-Nanterre, devenue Paris Ouest Nanterre La Défense en 2008, célèbre en 2010 les quarante ans de son érection en université de plein droit¹. En 1970, Nanterre a pourtant déjà une histoire, une identité – Nanterre la Rebelle –, que les événements de mai 1968 ont contribué à forger. D'abord annexe de la Sorbonne, la faculté des lettres et sciences humaines de Nanterre ouvre ses portes en octobre 1964 sur les terrains de l'ancien camp militaire de La Folie. En octobre 1966, elle est rejointe par une annexe de la faculté de droit et de sciences économiques du Panthéon, érigée en faculté en octobre 1968. En application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968, l'assemblée constitutive provisoire de l'université, désignée alors sous le nom de Paris-Ouest, acte la création d'une université autonome. En février 1971, l'historien René Rémond est élu président de l'université (1971-1976), dans les conditions difficiles qu'il relate dans *La règle et le consentement*².

¹ Décret n° 70-1290 du 23 décembre 1970 portant érection des universités de Paris VI et Paris X en établissements publics à caractère scientifique et culturel (*Journal officiel* du 31 décembre 1970, p. 12300).

² RÉMOND (René), *La règle et le consentement : gouverner une société*, Paris, Fayard, 1979, p. 101-135.

La célébration de cet anniversaire donne lieu, tout au long de l'année 2010, à diverses manifestations scientifiques ou culturelles : concours photo, festival de danse, cérémonie de remise du titre de docteur *honoris causa*, colloque international¹, etc. À l'initiative du service des archives de l'université, une exposition, «De Paris Ouest à Paris Ouest : 40 ans de vie universitaire à Nanterre», propose par ailleurs un retour sur quarante ans d'histoire. Fruit du travail de quatre services (affaires culturelles, archives, département d'histoire, bibliothèque universitaire) et de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), elle présente, gratuitement et pendant cinq semaines², plus d'une centaine de documents d'archives (plans, affiches, tracts, photographies, correspondances, etc.) provenant de fonds conservés à l'université, aux Archives départementales des Hauts-de-Seine et à la BDIC.



Carton d'invitation à l'exposition © Tomaž Burlin

Cette action de valorisation est une des réponses du service des archives de Paris Ouest à une commande de la présidence ; elle ne s'intègre pas dans un plan, sur le long terme, de valorisation des archives. L'expérience présentée ici n'a rien d'exemplaire, ni dans sa conception, ni dans son contenu. Au sujet de son organisation, les différents acteurs font même part de leur sentiment de « bricolage ». Son élaboration contribue, en revanche, à asseoir la visibilité du jeune service des archives alors en pleine réaffirmation de ses missions...

Retour sur ce projet.

¹ BRAILOWSKY (Yan) et INGLEBERT (Hervé) (coord.), *1970-2010, les sciences de l'Homme en débat*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest, 492 p. (actes du colloque « Les sciences humaines et sociales, 1970-2010 : Nanterre en débat », 16-17 décembre 2010).

² L'exposition a été présentée du 19 octobre au 25 novembre 2010 à l'espace Reverdy (bâtiment L) de l'université.

Célébrer un anniversaire sans histoire ? Réponses des Archives à un appel à projets

En mai 2009, soit un an après l'élection de Bernadette Madeuf¹ à la présidence de l'université, l'équipe présidentielle adresse à toute la communauté universitaire, par le biais de la lettre d'actualité des personnels, un appel à projets en vue de commémorer, en 2010, la naissance de l'université.

Partant du constat que les archives produites et conservées à l'université sont peu exploitées, et que l'histoire de l'institution reste méconnue en son sein, je réponds, en juin 2009, à l'appel à projets en proposant trois projets de valorisation des archives, assez « classiques », me semble-t-il, dans le cadre d'une commémoration. Les publics visés par chacun sont différents (grand public, Nanterrois, chercheurs). Surtout, ces projets peuvent être mis en œuvre plus ou moins rapidement, directement ou non par le seul service des archives, en fonction des moyens humains et financiers attribués aux différents projets suscités par l'appel de la présidence :

- élaboration et alimentation, par le service des archives, d'une rubrique « histoire et patrimoine » sur le site institutionnel (frise chronologique, documents et biographies en lien, guide des sources, orientations bibliographiques, etc.) ;

- conception d'une exposition à partir de documents d'archives. Consciente du travail qu'implique ce projet, je restreins cependant ma proposition au patrimoine architectural de Nanterre (locaux d'enseignement, lieux de vie, etc.). Les constructions, à l'exception d'une thèse sur les débuts de l'université², n'ont alors fait l'objet d'aucune recherche historique. Les sources disponibles, bien que non classées en 2009, sont riches, visuelles – projets d'architecte, croquis, photographies, etc. –, peu volumineuses (une cinquantaine de mètres linéaires)³ ;

¹ Présidente de l'université de 2008 à 2012.

² COMBECAVE-GAVET (Marie-Chantal), *De Nanterre La Folie à Nanterre université (1964-72). Histoire d'une institution universitaire*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Philippe Levillain, université Paris-X Nanterre, 1999, 857 p.

³ Service des archives de l'université Paris Ouest : fonds Jean-Paul et Jacques Chauliat, architectes des premiers bâtiments de Nanterre (entrée n° 2012011-AP) ; fonds du service des constructions des académies de la Région Île-de-France (n° 2012021) ; archives de la division du patrimoine de l'université (n° 2012022).

- collecte de témoignages oraux de témoins-clés, anciens étudiants et personnes ayant exercé une activité administrative, pédagogique ou scientifique à Nanterre. Ce projet vise à contribuer à la préservation de la mémoire collective de l'institution, en complément d'archives papier parfois lacunaires. Quid, par exemple, des archives de l'ancienne faculté de droit ?

L'initiative des archives de faire un retour sur l'histoire de l'université est accueillie d'autant plus favorablement par les vice-présidents délégués à la communication et aux affaires culturelles qu'aucun autre service n'y avait pensé... Cependant, le premier projet échappe rapidement aux archivistes et aboutit à la mise en ligne, en septembre 2009, d'un dossier de presse davantage axé sur la « communication », plutôt que la rigueur scientifique¹. Le troisième, portant sur les témoignages oraux, est évacué dans le cadre de cet anniversaire². Et c'est le deuxième projet qui, grâce au soutien de Marguerite Chabrol, vice-présidente déléguée aux Affaires culturelles, va prendre vie, sur presque dix-huit mois.

Élaborer et monter une exposition sans « histoires » ?

De l'organisation...

La conception d'une exposition accapare et demande la mobilisation de tous les acteurs impliqués dans le projet. Elle demande également un gros effort d'organisation, un commissariat d'exposition directif ; les préconisations des professionnels de la valorisation vont dans ce sens³. Dès l'origine pourtant, le rôle de chacun est mal défini – les membres du comité scientifique réclament encore un organigramme en mai 2010 –, le projet a du mal à décoller. Je ne m'étendrai pas sur les tensions que cela a pu engendrer.

¹ « Repères historiques sur l'université de Nanterre », consultable en ligne sur le site de l'université : <http://www.u-paris10.fr/outils/reperes-historiques-sur-l-universite-de-nanterre-278328.kjsp?RH=FR> [page consultée le 29 mai 2013].

² La préparation d'une communication, dans le cadre d'une journée d'études organisée par le rectorat de Paris, « Université d'Île-de-France : vers un *corpus* d'archives orales ? » (16 mars 2012), donne lieu à la collecte d'un premier témoignage. « Administrer une université : Guy Laurent, secrétaire général de l'Université de Paris X-Nanterre de 1971 à 1981 », par Guy Laurent, Charles Mercier et Anne Rohfritsch.

³ Voir notamment : GUILLOT (Xavier) et JAMES-SARAZIN (Ariane), *Les archives s'exposent*, Paris, Association des archivistes français, « Les Petits guides des archives », 2009, 63 p.

Le comité d'organisation n'est mis en place qu'en novembre 2009, cinq mois après la première réunion de cadrage. Outre Marguerite Chabrol et moi-même, il comprend Valérie Tesnière, directrice de la BDIC. Structure importante, mieux dotée aussi, forte de son expérience dans l'élaboration d'expositions et de ses réseaux scientifiques¹, la BDIC s'impose comme un partenaire incontournable. Grâce à la mutualisation des moyens, financiers et humains notamment, et le partage, avec Valérie Tesnière, du commissariat de l'exposition, ce partenariat permet de réaliser cette exposition, là où les Archives, seules, en auraient été incapables. Marguerite Chabrol gère le budget « 40 ans » alloué en novembre 2009 par la présidence (impressions, vacations, matériel, etc.).

Le conseil scientifique se réunit pour la première fois, et dans sa forme définitive, en février 2010. Il tient séance quatre fois jusqu'en mai, mais ses membres continuent à travailler sur le projet jusqu'au jour du vernissage². Sa composition est très « Nanterro-centrée » – on peut naturellement se poser la question de l'objectivité du regard des acteurs de l'université sur leur propre histoire – et, compte tenu du faible impact de nos appels à la pluridisciplinarité, « historienne »³.

¹ Spécialisée dans l'histoire contemporaine et les relations internationales des XX^e et XXI^e siècles, la BDIC est placée sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Créée en 1918 afin de comprendre les causes de la première guerre mondiale, elle a pour vocation de rassembler les matériaux et traces des événements pouvant servir à interpréter et écrire l'histoire de notre temps. Bibliothèque interuniversitaire, elle est installée sur deux sites : campus de Nanterre (bibliothèque et archives) et hôtel national des Invalides (musée). <http://www.bdic.fr/> [page consultée le 29 mai 2013].

² Le vernissage de l'exposition, le 19 octobre, a été précédé d'une journée proposée par le département d'histoire : table ronde avec la participation de Marie-Claude Blanc-Chaléard (« Vous avez dit 40 ans ? De Nanterre à Paris Ouest. Naissances et commémorations »), Emmanuelle Tixier et Anne Rohfritsch (« L'édification de l'université de Nanterre : rêves et réalités de la modernité architecturale dans les années 1960 »), Jean-Philippe Lègois (« L'évolution des mouvements étudiants à Nanterre de 1964 à 1986 »), Jérôme Treuttel (« L'université dans le territoire de Nanterre ») ; projection du film « Souvenirs d'un mammoth » réalisé par des étudiants du département de cinéma ; débat, animé par Emmanuel Laurentin (France Culture), avec des témoins-clés et des acteurs de l'université (l'historien Jean-Jacques Becker, le juriste Jean-Maurice Verdier, etc.).

³ Outre les membres du comité d'organisation, il comprend Frédéric Douat (Archives départementales des Hauts-de-Seine), Marie-Claude Blanc-Chaléard, François Bougard, Laurence Croq et Emmanuelle Tixier (département d'histoire), Cyril Burté (service commun de la documentation-bibliothèque universitaire), Franck Veyron (BDIC), Jacob Vitoux (aide à la recherche).

Quatre personnes sont en charge de la partie recherches (archives, iconographie). Un vacataire est également recruté pour dix mois, à partir de janvier 2010, parmi les étudiants en master 2 d'histoire¹. Ce recrutement marque le lancement effectif de la réalisation de l'exposition. Un second vacataire (master 2 d'histoire de l'art) aurait dû être recruté pour la scénographie et la coordination logistique : faute de moyens, ces opérations sont assurées par les forces vives des Affaires culturelles.

De manière générale, le projet souffre d'un problème de gestion du temps. L'exposition, qui doit d'abord se tenir en mai 2010, est repoussée à la rentrée universitaire. Les dates, fixées suivant la programmation des Affaires culturelles, ne sont connues qu'en avril 2010. Le rétroplanning, établi dès juin 2009, est de fait constamment réajusté. Le début du repérage des sources commence plus de quatre mois après la date prévue ; la sélection des documents s'achève en juin 2010. Le montage ne débute, dans l'urgence, que douze jours avant le vernissage, il mobilise tous les acteurs du projet, à bout de souffle. Le point final est mis aux textes et aux légendes – minimalistes – la veille de l'inauguration.

Le lieu d'exposition définitif, l'espace Reverdy, n'est connu qu'en avril 2010, réduisant ainsi notre ambition première de rendre l'exposition itinérante, par des panneaux et des écrans d'affichage, dans le hall de chaque bâtiment. Nul doute que le choix de cet espace, excentré mais disponible, a eu un impact sur la fréquentation de l'exposition. Le campus représente 32 hectares et force est de constater que les étudiants et les personnels ne fréquentent que les bâtiments dans lesquels ils étudient, travaillent et se restaurent. Le choix du lieu a également réglé la question des supports de l'exposition : l'espace Reverdy étant un lieu de passage, sans surveillance, seules des reproductions, après numérisation des documents par le photographe de la BDIC, ont été présentées. Seules exceptions : quelques antisèches et lettres manuscrites exposées dans une vitrine prêtée par la BDIC.

... aux contenus de l'exposition

Il a été difficile d'arrêter le sujet précis de l'exposition. Jusqu'en novembre 2009, l'exposition porte sur les aspects architecturaux de l'université. L'idée est d'adosser aux archives un volet « création photographique », présentant les travaux de deux photographes en atelier-résidence à l'université, Jean-Luc Paillé et Philippe Fabian. Les documents d'archives, choisis pour leur

¹ Cyril Burté, Yannick Chasseigneaux, Anne Rohfritsch, Franck Veyron, Jacob Vitoux.

esthétique (plans, croquis, photographies), ainsi que les objets à exposer¹, doivent faire écho au travail des photographes sur l'espace et les lieux.

Une réunion de (re)cadrage du projet avec la présidente, en novembre 2009, redéfinit le sujet de l'exposition : quarante ans de vie universitaire à Nanterre. Le volet « archives » dépasse donc désormais le cadre architectural pour aborder la vie étudiante, l'université vivante, « au quotidien ». Les bornes chronologiques sont également revues : 1970 n'est qu'une date de naissance administrative, non signifiante au sein de la communauté universitaire, elles sont élargies aux années 1960. Comment faire l'impasse sur les événements de 1968 et sur ceux de 1970 qui aboutissent à la démission de Paul Ricœur, alors doyen de la faculté des lettres, alors que ceux-ci sont très attendus par le potentiel public de l'exposition ? Il est cependant convenu que cette dernière ne doit pas être une énième exposition sur 68. Au-delà des clichés (Nanterre la Folie, la Rouge), l'identité de l'université, l'image qu'elle donne d'elle-même, sont au cœur du projet. Quarante ans, l'âge de raison ?

En février 2010, alors même que le dépouillement des archives débute à peine, la première réunion du conseil scientifique précise le contenu de l'exposition. Des recherches préalables (sources) ont néanmoins déjà été faites par les archivistes, des chronologies et des listes thématiques (dirigeants, étudiants « célèbres », constructions, etc.) ont été alimentées dès juin 2009, afin de mieux contextualiser les documents exposés et de baliser la période traitée. Pour contourner la tentation de présenter les quarante ans de Nanterre de manière linéaire, une approche mêlant aspects esthétiques, chronologiques et thématiques est retenue. Plusieurs problématiques émergent : situation par rapport à Paris, liens avec la ville de Nanterre, notion de « campus », appropriation des lieux par les acteurs, étudiants et personnel, etc. Le rendu, dans l'exposition, n'a pas toujours été à la hauteur des réflexions du conseil scientifique. Celles-ci aboutissent à un premier scénario, ou « chemin de fer », qui guide les recherches à venir dans les méandres des presque 4 kml d'archives conservées à l'université. Des modifications, nombreuses, y sont apportées en fonction du résultat des recherches. Pour combler les lacunes, chronologiques notamment (années 1980), un appel à dons (photographies, etc.) est envisagé, mais non mis en œuvre. Il s'agit d'une des nombreuses idées non réalisées – comme celle de donner à l'exposition un fond sonore : lecture de documents d'archives par des étudiants, diffusion d'enregistrements de cours, etc. –, faute

¹ La première pierre de la faculté (conservée dans le bureau du président) ne sera finalement pas exposée ; les maquettes originales du complexe que nous souhaitions également exposer ne seront finalement pas retrouvées (si elles existent encore).

de temps, faute de motivation peut-être aussi. La structuration de l'exposition n'apparaît dans sa version définitive, la huitième, que le 5 mai 2010, date de la dernière réunion du comité scientifique, mettant un terme aux recherches.

La première partie, « Un campus à la française, entre bidonvilles et voie ferrée », sans doute la plus aboutie, aborde les naissances de l'université et les questions architecturales (1964-2000). Les contraintes de l'espace (bidonvilles, camp militaire, transports), les relations avec la municipalité de Nanterre et l'établissement public d'aménagement de la Défense, ainsi que l'intégration du campus dans le tissu urbain, y sont évoquées.

La partie centrale, « Nanterre dans et hors les murs », la plus large, aurait pu être titrée « sous les pavés, l'université ». Nanterre est une caisse de résonance de la vie politique française et internationale et un lieu d'opposition entre organisations étudiantes de droite et de gauche. Depuis sa création, elle est aussi, et avant tout, un lieu d'enseignement et de recherche (pluridisciplinarité, innovations pédagogiques, grandes figures, rayonnement international, etc.) qu'étudiants et personnels se sont approprié pour en faire un lieu de vie quotidienne (bibliothèques, activités sportives et culturelles, points de restauration, résidence, lieux de passage comme les halls et les espaces verts).

La dernière partie, « Paris Ouest, les enjeux d'aujourd'hui et de demain », se veut, en guise de conclusion, une réflexion sur les développements futurs de l'université, les défis de l'avenir (université virtuelle, etc.), au regard de quarante ans d'histoire. Elle est, à mon sens, la moins réussie, tant elle a peiné à éviter les écueils de l'autopromotion.

Enfin, et afin d'utiliser au mieux l'espace et de jouer avec les structures internes du lieu d'exposition, ont également été présentés, sur quatre colonnes, des panneaux thématiques « hors-plan », réalisés à partir de collages de reproductions de documents d'archives¹, ainsi qu'une grande frise chronologique, conçue par l'équipe d'historiens.

¹ Les colonnes thématiques sont les suivantes : « mur de tracts » (superposition de tracts de différentes périodes) ; « anciens étudiants – qui est qui ? » (collage de photographies d'étudiants, anonymes comme célèbres, à charge pour le visiteur d'identifier les visages connus) ; « événements culturels » (collage d'affiches culturelles, avec un effet colonne Morris) ; « Nanterre fantasmée » (mémoire et identité de l'université dans les représentations collectives, à partir d'articles de presse essentiellement).

Entre valorisation des archives et valorisation des archivistes : l'exposition, « coup de pub' » ?

Contraintes de temps, de budget et d'espace, manque de dialogue en amont, avec le scénographe notamment, mise en valeur insuffisante de documents importants ou de la frise ayant nécessité beaucoup de travail, parcours de l'exposition peu lisible... Pourtant, au regard de sa situation – comparable à celle de services d'archives d'autres établissements¹ –, le projet a eu des retombées appréciables pour les archives de l'université Paris Ouest Nanterre La Défense, particulièrement en terme de visibilité.

Des archives dévalorisées...

La fonction « archives » est relativement ancienne à Nanterre, son existence est attestée dès le début des années 1970, à la fois dans les archives du service intérieur ou dans celles de René Rémond². Les archives sont cependant négligées entre les années 1970 et 2000 et ce, malgré les circulaires ministérielles incitant les établissements d'enseignement supérieur à bien conserver et gérer leurs archives³. Pendant plus de 35 ans, leur responsabilité est confiée à un appariteur, rattaché au service intérieur de l'université. D'abord chargé du stockage des dossiers d'étudiants dans les sous-sols de la barre des Lettres, l'« archiviste » voit ses attributions s'étendre aux archives des autres services administratifs dans les années 1980. Plusieurs rapports internes soulignent alors le manque de moyens et de qualification des archivistes successifs, dont les bureaux sont en sous-sol. Menée sans réelle politique d'archivage, l'accumulation des archives conduit à un rapide engorgement des locaux, que de nouveaux aménagements ou le microfilmage et l'élimination – sans visa – de trois années de dossiers d'étudiants (1999) résolvent momentanément. Des versements aux Archives départementales des Hauts-de-Seine sont effectués, ponctuellement, avant 1992⁴. À cette date,

¹ Voir « Panorama de la fonction Archives dans les établissements d'enseignement supérieur en 2008-2009 », *La gestion des archives au sein d'un établissement d'enseignement supérieur et de recherche*, Agence de mutualisation des universités et établissements, 2010, p. 57-64.

² Bibliothèque nationale de France : fonds René Rémond (nouvelles acquisitions françaises, 20 390). Dans une note de la rentrée universitaire 1973, René Rémond, alors président de l'université, prévoit entre autres visites de services celle des Archives.

³ Circulaires du 26 mai 1970 et du 25 février 1975, instructions du 22 février 2005 et du 12 septembre 2006.

⁴ Il s'agit essentiellement de versements des mémoires de maîtrise soutenus à l'université.

l'intervention sur place des archivistes départementaux aboutit à la collecte et au classement d'une partie des archives des instances dirigeantes¹.

Saturation des locaux, plaintes de services ne retrouvant pas les dossiers « descendus » aux Archives, réglementation, sensibilisation des Archives départementales, volonté du secrétaire général de l'époque : tous ces éléments contribuent au recrutement, en novembre 2006, d'un professionnel de la gestion de l'information, responsable des archives, et à la mutation d'un ancien appariteur dans le nouveau service des archives. Rattaché aux Moyens généraux, le service assure la collecte, le classement, la conservation et la communication des archives administratives produites par les services centraux, communs et généraux, et les unités de formation et de recherche de l'université. La valorisation des archives – non inscrite dans la fiche de poste du responsable des archives – et la collecte des archives scientifiques ne relèvent pas de ses compétences. Je remplace Laurence Jonckheere en décembre 2008, sur un poste d'ingénieur d'études. À cette date, le petit service des archives (deux ETP) gère 23 salles d'archives et près de 5,8 kml équipés. Il hérite également de plus de 2 kml d'arriéré. Dès 2007, commence un patient travail de sensibilisation des services producteurs, d'élaboration et de diffusion des procédures d'archivage, par le biais notamment d'une rubrique sur le site Intranet. Pourtant, l'image des archivistes continue à pâtir de quarante ans de non-gestion des archives, et ce malgré la professionnalisation de l'équipe (l'appariteur est remplacé, en janvier 2010, par un agent titulaire d'une licence pro en archivistique). Méfiances des services qui gèrent en propre leurs locaux de conservation de peur que leurs dossiers ne soient perdus aux Archives, indifférence, au mieux, des autres qui assimilent les Archives à un débarras et les archivistes à des déménageurs : les clichés ont la vie longue.

...à un service des archives reconnu ?

Ces constats faits, mon objectif, en soumettant ces projets de valorisation à la présidence de l'université, est également de faire en voler en éclats les représentations existantes et de valoriser le travail des archivistes auprès de leurs différents interlocuteurs. Le pari est néanmoins risqué : les deux archivistes en poste sont « neufs » dans l'établissement, inexpérimentés dans la valorisation. Surtout, moins de la moitié des archives conservées sur place est classée et, de ce fait, exploitable.

¹ Archives départementales des Hauts-de-Seine : archives de la présidence et du secrétariat général de l'université Paris X-Nanterre (1208 W).

Voir DOUAT (Frédéric), « Le fonds de l'Université de Paris X - Nanterre », *La Gazette des archives*, n° 193, 2002, Paris, Association des archivistes français, p. 116-122.

La réponse à l'appel à projets est tout d'abord prétexte à se faire connaître, et autrement que sous un aspect « logistique ». À mon sens, le rattachement hiérarchique des Archives au service des Moyens généraux, aux fonctions logistiques (nettoyage, courrier, manutention, reprographie, etc.), favorise en effet l'assimilation des archivistes à des déménageurs. Aux Moyens généraux, plus gros service de l'université, la culture du chiffre (métrages linéaires collectés, classés, etc.) importe plus que la valorisation ; celle-ci ne va pas de soi. L'adhésion de mon responsable direct à ce projet est soumise à la condition que collecte et communication des archives ne souffrent d'aucun retard pendant la conception de l'exposition. Plus que tout, cette dernière ne doit rien coûter au service. De fait, les missions « traditionnelles » sont menées de front, et avec succès, avec le projet d'exposition. En 2010, les communications administratives, par exemple, augmentent même de 24 % par rapport à celles de 2009.

Si, au sein d'un service tel que les Moyens généraux, l'exposition permet aux Archives de se faire une place originale, il me semble qu'elle n'a eu, vis-à-vis des services administratifs, qu'un faible impact. Une exposition est un bon moyen, visuel et concret, de montrer quelle est la « destinée » des archives après versement, la collecte n'étant pas une fin en soi. Pourtant, si le choix du lieu d'exposition n'est pas judicieux, le risque est grand de ne pas toucher le public attendu. Dans les faits, peu d'administratifs se sont déplacés pour voir l'exposition, l'espace Reverdy étant à l'extrême opposé du bâtiment de l'administration. Plus qu'à cette action de valorisation, l'évolution, depuis 2010, de l'image des Archives auprès des services producteurs traditionnels (scolarité) paraît due essentiellement à son efficacité – croissante – à répondre à leurs recherches d'informations et de documents, et à mettre la main à la pâte lors de la préparation des versements. La tentative de sensibiliser d'autres producteurs, centres de recherche et enseignants-chercheurs en tête, par le biais de l'exposition, a également, sauf exception¹, eu des résultats mitigés.

Le service des archives profite, en revanche, de l'exposition pour accroître sa visibilité auprès des acteurs du projet. Les contacts, sur près de dix-huit mois, aboutissent non seulement à la collecte de nouveaux fonds auprès de la BDIC et du département d'histoire², mais également à la sensibilisation à la bonne gestion

¹ Collecte des archives directoriales et pédagogiques du département d'ethnologie, 1976-2010 (service des archives de l'Université Paris Ouest, entrée n° 2012035). La directrice du département d'ethnologie a également fait don de deux banderoles utilisées par le département au moment des manifestations anti-LRU (2007).

² Service des archives de l'Université Paris Ouest : archives de la BDIC, 1917-2008 (entrée n° 2010043) ; archives des directeurs du département d'histoire, 1969-2008 (n° 2011010 et 2012080).

des archives de services avec lesquels les relations peuvent être compliquées dans un établissement d'enseignement supérieur (par exemple le service commun de la documentation). Au-delà, même s'il fait toujours office de Petit Poucet, le service des archives se présente désormais comme un partenaire à part entière de la valorisation patrimoniale et historique de l'université. Une partie des acteurs culturels internes, bien ancrés dans le paysage institutionnel comme la BDIC ou le département d'histoire, pense désormais à associer le service des archives. Le service des archives de la BDIC, par exemple, dépositaire de fonds intéressant l'histoire de l'université¹ et partie prenante des commémorations de l'université depuis de nombreuses années², oriente certains de ses chercheurs vers le service des archives de l'université. L'exposition ayant reposé sur des affinités entre personnes peut-être plus que sur une collaboration entre services, je m'interroge néanmoins sur la viabilité de ces réseaux au-delà du départ de l'université de ces personnes. Inversement, les relations sont distantes avec le service de la communication, qui ne s'est pas associé au projet en 2010 pour une raison qui m'échappe, alors qu'il est dépositaire d'un précieux fonds photographique et qu'il a été à l'initiative d'un ouvrage publié pour les 25 ans de l'université en 1991³.

Enfin, à l'occasion de l'exposition, la présidence découvre l'existence du service des archives de l'université, de ses missions, des collections conservées, de l'« aberration » aussi de son positionnement dans l'organigramme. Suite à l'exposition, des projets de redéfinition des missions et du rattachement hiérarchique du service sont évoqués, mais n'aboutissent pas. En un sens, le pari a au moins été gagné : être identifié par les dirigeants. Ainsi, c'est spontanément qu'en 2012 Bernadette Madeuf se tourne vers le service des archives pour verser les archives de son mandat⁴.

Au-delà, même si le projet a nécessité beaucoup de recherches en amont, le service des archives a contribué à ce que l'université ne perde pas – ou retrouve, c'est selon – sa mémoire au moment même où d'autres universités

¹ Notamment : fonds Pierre Grappin, premier doyen de la faculté des lettres (1965-1968) (F delta 1056 (1) (9)) ; fonds photographiques Elie Kagan et Jean Pottier.

² Voir notamment : « Les mouvements étudiants en France et dans le monde », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1988, n° 11-13, 303 p. ; DREYFUS-ARMAND (Geneviève), « Mai 68 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1988, n° 14, p. 31-33 ; « Les Années 68 : une contestation mondialisée. Résonances et interactions internationales », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 94, avril-juin 2009, 96 p. ; exposition virtuelle « Les années 68 : un monde en mouvement » : <http://www.bdic.fr/expositions/mai68/> [page consultée le 29 mai 2013].

³ ABÉCASSIS (Denis) (coord.), *L'université Paris X Nanterre*, [s. l.] : [s. n.], 1991, 112 p.

⁴ Service des archives de l'université Paris Ouest : archives de la présidence (entrée n° 2012047).

franciliennes ont également commémoré leur création¹. Revisiter cette histoire a également permis à l'université de valoriser, dans le temps, son identité, ses singularités, ses pratiques, notamment dans le contexte des regroupements d'universités dans des pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES).

Conclusion

Au regard de cette expérience, la valorisation des archives pour la valorisation des archivistes a eu un impact modéré en terme de sensibilisation des services producteurs ou de collecte. Elle a été plus probante en termes de visibilité et d'identification auprès d'interlocuteurs-clés.

Au-delà des problèmes d'identité du service des archives, l'élaboration de l'exposition « De Paris à Paris Ouest : 40 ans de vie universitaire à Nanterre » a soulevé un certain nombre d'interrogations. Comment, par exemple, élaborer une exposition scientifique, solide, grand public, tout en conciliant les intérêts divergents, et pas toujours expressément déclarés, des différents acteurs d'un projet de valorisation ? Jongler entre langue de bois politique – et « nuancer » l'histoire, par exemple des relations de l'université avec les collectivités territoriales –, autopromotion de l'université, valorisation du patrimoine et « coup de pub' » autour du travail des archivistes, n'a pas été une tâche aisée.

Toutes les dimensions de l'histoire de l'université n'ont pas été épuisées en 2010, loin s'en faut. À l'aube de la célébration, en 2014, du cinquantième anniversaire de la création de la faculté des lettres de Nanterre, le service des archives de l'université, mieux armé, est prêt à relever de nouveaux défis !

Anne ROHFRITSCH
Responsable du service des archives
(décembre 2008 - septembre 2013)
Université Paris Ouest Nanterre La Défense
archive@u-paris10.fr

¹ Voir l'article de Ludovic Bouvier et Stéphanie Méchine, p. 227.